

Biocer et Cocebi BioBourgogne misent sur les semences bio

Biocer et Cocebi BioBourgogne ont créé l'Union Bio Semences et investi dans une station, point de départ d'une action concertée autour de l'agriculture biologique.

« **E**n 2010, après une dizaine d'années dans la production de semences bio, nous manquions de capacité à notre siège de Nitry. Nous devions réinvestir dans le triage des semences », explique Jean-Marie Pautard, le président de la coopérative Cocebi BioBourgogne. Celui-ci se met alors à la recherche de matériel d'occasion et visite à Maisse, au sud de Paris, la station d'IDF Production (Groupe InVivo) qui a cessé son activité. « J'ai tout de suite été séduit par l'état du matériel, mais aussi par celui de la station et sa capacité de triage et de stockage », se souvient Jean-Marie Pautard.

Ne pouvant investir seul, il contacte la coopérative voisine, Biocer, qui se sent également à l'étroit au Plessis-Grohan dans l'Eure. Début 2011, les deux entreprises se regroupent dans l'Union Bio Semences et décident de racheter la station qui rassemble désormais toute l'activité semences des deux coopératives. « Nous avons trié cette année 2 880 t, mais la station a une capacité dix fois supérieure, souligne Pierre de Contes, directeur de Biocer et président d'Union Bio Semences. C'est la première station de semences coopérative à dimension industrielle spécialisée en bio. »

Trieur colorimétrique

Outre le rachat de l'usine proprement dite, près de 1,4 M€, des investissements sont prévus ou réalisés pour moderniser l'outil. « A la mise en service, nous avons désinfecté à l'azote liquide et à la vapeur toutes les cellules et chaînes de triage pour éliminer les résidus de traitements et de pesticides et éviter tout déclassement de la semence », rappelle



Pierre de Contes (à gauche), directeur de Biocer et président de l'Union Bio Semences, Jean-Marie Pautard, président de Cocebi BioBourgogne et Bernard Nolot, directeur de Cocebi BioBourgogne et de l'Union Bio Semences.

« L'union reste ouverte à d'autres coopératives, spécialisées ou non. »

ENJEUX

Trois priorités

- **Regrouper** l'activité semences de Biocer et Cocebi BioBourgogne sur un site unique.
- **Développer** la production et la prestation de service.
- **Lancer** un programme de développement de l'agriculture biologique autour de Paris.

Pierre de Contes. Sur les trois lignes de triage, l'une va aussi être dotée d'un trieur colorimétrique. « Il permettra d'affiner la qualité et, en dehors de la saison des semences, il sera utilisé pour le triage des grains destinés à la consommation humaine. »

Compte tenu de la capacité de la station, l'Union Bio Semences est prête pour d'autres partenariats. « Notre objectif est de développer des prestations pour

d'autres entreprises. L'union reste ouverte à d'autres coopératives, spécialisées ou non, rappelle Jean-Marie Pautard. Pour la distribution, nous sommes également en discussion avec Semences de France. »

Développer le bio

Pour financer son investissement, l'Union Bio Semences a fait appel à l'Agence de l'eau Seine-Normandie et à Eau de Paris, la régie municipale qui gère le service public de l'eau de la capitale. Chacune de ces collectivités a participé à hauteur de 20 % à l'investissement. Mais à travers ce partenariat, leur volonté est également de protéger la ressource en eau et de s'impliquer dans un programme de développement de l'agriculture biologique autour de Paris. « L'aire de captage représente 184 000 ha. Seulement la moitié de cette surface est concernée

Fiche d'identité

- ▶ Investissement total : 2 M€ dont 1,4 M€ pour la station
- ▶ Capacité de la station : 26 000 t
- ▶ Lignes de triage : 3
- ▶ Surface totale : 7 500 m²
- ▶ Stockage : 50 cellules de 100 t, 600 containers d'1 t, 5 000 m² de stockage à plat
- ▶ Salariés : 2,5

par des actions de protection », note Manon Zakeossian, responsable du service protection de la ressource à Eau de Paris. Avec les collectivités, l'Union Bio Semences souhaite donc lancer un programme de développement de l'agriculture bio, autour de Paris, et y mettre des moyens humains d'animation. Pour Sophie Bonnet de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, « en travaillant avec des coopératives qui assurent aussi un débouché aux agriculteurs bio, nous ajoutons de la crédibilité à notre message. C'est le marché qui doit porter ce changement ». ■

Jean-Claude Ballandonne